

La Presse

I . La Presse. 1838-06-08.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

VENDREDI 8 JUIN.

ANNONCES
1 franc 50 centimes la ligne
RUE SAINT-GEORGES, 16.

LA

PRESSE

2^e ANNÉE. — 1838.ABONNEMENTS
Délivré des 1^{er} et 15 du mois.
RUE SAINT-GEORGES, 16.

Paris, 7 juin.

La discussion sur les crédits d'Afrique a continué dans la séance de ce jour. On a entendu successivement MM. Allard et de Vatry qui ont rétabli, en bons termes, des idées saines et justes; MM. Desjobert et Piscatory qui ont scutenu avec une ardeur extrême, dans l'expression comme dans la pensée, des idées réduites à l'isolement dans le pays comme dans la chambre, des idées qui, pour produire quelque effet, n'ont de ressource que l'exagération; enfin M. Laurence qui, dans une longue et diffuse exposition, a délayé, mais heureusement sans les noyer, les explications graves et concises, données hier à la chambre par M. le président du conseil. Il y a long-temps que nous avons prévu que les affaires du département de la guerre seraient mieux défendues devant la chambre par les ministres que par les commissaires assez médiocres que ce ministère met en avant. Nous espérons que M. Laurence, dont l'élocution facile avait été remarquée dans l'opposition, ferait exception aux habitudes du département auquel il s'était rattaché. Les développements de M. Laurence ont passé aujourd'hui presque inaperçus au milieu de l'inattention de la chambre. Mais le discours de M. le président du conseil, entendu la veille, est resté, et restera.

La séance d'aujourd'hui n'a donc pas avancé la question. Nous augurons mieux, pour demain, de la parole franche et incisive de M. le général Bugeaud, qui ne videra pas à occuper la tribune près de deux heures, comme M. Laurence, mais qui, en moins de temps et de mots, nous dira sans doute quelque chose de plus.

Les journaux de Bruxelles, arrivés aujourd'hui, annoncent qu'à la suite d'un sermon qu'il a prononcé dans le carême dernier sur la suprématie du saint-siège, l'évêque de Liège vient de faire imprimer un écrit par lequel il repousse l'accusation d'avoir conspiré contre le précédent gouvernement, et de conspirer aujourd'hui contre le gouvernement prussien, par suite de l'affaire de Cologne.

Bruxelles, 6 juin.

Des groupes se sont encore formés avant-hier sur la place de la Monnaie, mais ils se sont dispersés sans aucun bruit. (Charte de 1830.)

Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la reconstruction de la salle Favart et de ses dépendances.

1^{er} bureau : M. Berger; 2^e bureau : M. Janvier; 3^e bureau : M. de Jussieu; 4^e bureau : M. le baron Pérignon; 5^e bureau : M. Saint-Marc-Girardin; 6^e bureau : M. Muteau; 7^e bureau : M. Liadières; 8^e bureau : M. Edmond Blanc; 9^e bureau : M. de Vatry.

Nouvelles étrangères.

Grande-Bretagne. — Londres, le 8 juin. — Le *Courier* assure qu'il apprend de Mexico, par la voie de la Nouvelle-Orléans, que les différends entre les Mexicains et les Français vont être terminés par des négociations.

— La lettre suivante a été reçue ce matin à Lloyd's; elle est datée de la Nouvelle-Orléans, le 1^{er} mai 1838 : « Monsieur, je dois vous informer qu'une escadre française a commencé le blocus de tous les ports du Mexique le 13 avril dernier, et qu'elle le maintient avec une grande rigueur. Une goélette partie de ce port, il y a près de 15 jours, avec une cargaison considérable et 20 passagers, a été obligée de revenir ayant reçu une défense des navires français formant le blocus, de pénétrer dans le port de Tampico, avec lequel elle n'a pu avoir aucune communication. On dit également qu'un bâtiment anglais, dont le nom ne m'est pas parvenu, a été empêché de passer outre et n'a pu pénétrer dans un port du Mexique. Le paquebot anglais était cependant à Tampico le 24 mai.

— Les dernières nouvelles de Montréal sont du 7 mai. Le premier bâtiment qui a pu arriver à Québec, cette année, a fait son entrée le 2 mai. Une proclamation de sir John Colborne a déclaré que la loi martiale, en vigueur dans le district de Montréal, depuis le 5 décembre, cessera d'avoir effet à partir de la date de la proclamation.

— Il paraît, d'après les nouvelles apportées de Lisbonne par le *Bragance*, que lord Howard de Walden n'a pas réussi à conclure le traité relatif à l'esclavage avec le gouvernement portugais; cette nouvelle n'a été connue dans Lisbonne qu'après le départ de l'*Ibérie* pour l'Angle-

terre. Le bruit a couru à Lisbonne, mais on n'y ajoutait pas foi, que don Miguel a débarqué dans le midi du Portugal.

— Des lettres de Lisbonne du 30 mai annoncent que M. Carvalho, ministre des finances, a offert sa démission à la reine, qui ne l'a acceptée que conditionnellement. Ce ministre gardera le portefeuille jusqu'à ce que la couronne lui ait trouvé un successeur. Si l'on en croit les bruits qui courent à Lisbonne, la démarche de M. Carvalho aurait été motivée par les embarras qu'il aurait trouvés dans la comptabilité du trésor.

— La baisse des fonds portugais est attribuée au développement des forces miguélistes dans les Algarves; cependant les correspondances gardent le silence sur ce point.

— Le paquebot le *Montreal*, qui a passé par Portsmouth se rendant à Londres, a quitté New-York le 40 mai. Les banques de New-York ont repris le 9 les paiements en espèces. Le change sur l'Angleterre n'a pas varié, mais il a été fait beaucoup d'affaires sur les fonds de la banque des Etats-Unis à 116 1/2. Le *Montreal* a rencontré le paquebot *Philadelphie*, à un jour de distance de New-York, après un trajet heureusement fait par ce navire de Portsmouth en vingt-deux jours. Il avait à bord 270,000 livres espèces.

Espagne. — Les carlistes viennent d'opérer une nouvelle invasion dans la Cerdagne espagnole. Le 28 mai, près d'un millier d'hommes se répandant dans les environs de Puycerdà. Le 30, des tirailleurs se sont emparés de quelques bestiaux, et après avoir engagé une fusillade assez vive avec la garnison qui avait fait une sortie, les parties belligérantes sont rentrées dans leurs lignes.

— Don Carlos et sa cour ont quitté Estella le 29 au soir. Au moment de son départ, don Carlos a fait arrêter l'auditeur-général de guerre, M. Barricarti, le fiscal Zariategui, et l'évêque de Léon. Deux heures après, M. Barricarti a été fusillé.

Le 31, don Carlos est arrivé à Tolosa. Le 1^{er}, il a parcouru la ligne d'Andoain et passé en revue les troupes. On assure qu'il a approuvé le jugement qui condamnait à la peine de mort Zariategui et Elio.

Le général Maroto, qui était à Bordeaux, a trompé la surveillance de la police, et est rentré en Espagne : il est arrivé le 31 à Tolosa; on dit qu'il remplace Guerguë dans son commandement.

Allemagne. — SUÈDE. — Stockholm, 28 mai. — Le 25 courant, jour de la fête de S. M. la reine, le roi a donné un grand dîner auquel ont assisté, indépendamment du prince et de la princesse royale, les membres du conseil d'état, les chevaliers de l'ordre du Seraphin, ainsi que les conseillers suédois et norvégiens. On comptait 800 personnes au banquet.

HANOVRE. 28 mai. — Un courrier arrivé aujourd'hui de Berlin a annoncé le retour prochain de S. M. dans cette capitale. Hier, jour anniversaire de la naissance du prince royal, les Hanovriens ont donné des preuves de leur affection à ce jeune prince, en célébrant ce jour par des fêtes et des réjouissances publiques.

Autriche. — Vienne, 28 mai. — Ali-Effendi, second secrétaire de l'ambassadeur turc, s'est noyé dans le Danube. On ne peut deviner la cause de ce suicide dont on rencontre peu d'exemples parmi les Turcs. On présume seulement qu'il se sera porté à cet acte dans un accès de nostalgie.

29 mai. — On écrit de Constantinople que le grand-seigneur, cédant à de sages conseils, a résolu de renoncer à tout projet d'attaque contre Mehemet-Ali.

Turquie. — Constantinople, 16 mai. — La plus grande activité règne dans l'arsenal de la marine et sur la flotte qui a reçu l'ordre de se tenir prête à faire voile. On croit que cet ordre a été donné à raison des nouvelles arrivées de l'Egypte, et suivant lesquelles une forte escadre serait sortie d'Alexandrie et serait destinée à croiser sur la côte de l'Asie-Mineure. Le consul français à Alexandrie aurait fait part à l'amiral Rousin de cette croisière et lui aurait donné l'assurance qu'elle n'avait rien d'hostile, n'ayant d'autre but que d'exercer la marine égyptienne; mais la Porte paraît peu rassurée sur les intentions du pacha; elle a, en conséquence, pris les mesures nécessaires pour être préparée à tout événement à l'égard de son redoutable rival. Les marins qu'elle enrôle à la hâte n'ont aucune idée de la discipline, encore moins du service des navires de guerre; une rencontre sérieuse avec la marine égyptienne ne pourrait manquer de lui être fatale. Le service de la flotte égyptienne est au contraire parfaitement organisé; il est dirigé par des officiers français qui sont chargés du commandement. Mehemet-Ali ne peut déguiser son ressentiment contre la Porte. Le sultan a recommandé à ses ambassadeurs à Vienne et à Berlin de chercher les occasions de s'approcher le plus possible de l'empereur de Russie, pendant son voyage en Allemagne, et de lui renouveler les assurances de ses dispositions les plus amicales.

Nouvelles diverses.

NEUILLY, 7 juin. — Hier, le roi a travaillé avec M. le ministre de la marine.

Aujourd'hui, le roi, accompagné de M. le comte de Saint-Cricq, est sorti à midi et demi pour aller à Versailles.

— On assure que dimanche, 10 juin, le roi passera la revue de la garde nationale.

— Un avis officiel expédié au bureau de la marine de Boulogne a fait connaître que M. le maréchal Soult, ambassadeur extraordinaire de France en Angleterre, arrivera dans cette ville le 15 de ce mois, et qu'il s'embarquera pour Londres le 19 à bord du paquebot le *Météore*.

— Les envoyés d'Abd-el-Kader ont quitté Paris.

— La comtesse de Rossi, Mlle Sontag, est à Paris depuis quelques jours; elle doit partir incessamment pour St-Petersbourg, où son mari est envoyé comme ambassadeur du roi de Sardaigne.

— Le comte de Syracuse, frère du roi des Deux-Siciles, est arrivé le 21 mai à la cour de Lucques, venant de Naples.

— Hussein, aga, attaché à l'ambassade turque, est arrivé de Constantinople à Paris.

— Le 18 juin paraîtra le nouvel ouvrage de M. Capefigue, il porte le titre de *Philippe d'Orléans, régent de France*, et fait suite à Louis XIV.

— Le nouveau maire de Versailles, M. Remilly, et ses deux adjoints, viennent de donner leur démission, à la suite d'une délibération du conseil municipal qui a repoussé le nouveau tracé du chemin de fer de la rive droite, qui ferait aboutir ce chemin sur la place de la Paroisse.

— L'Académie des sciences morales et politiques doit, dans sa prochaine séance, nommer un nouveau membre en remplacement du prince de Talleyrand.

— M. Paul-Emile Botta, savant naturaliste, fils du célèbre historien piémontais, a été dernièrement nommé chevalier de la Légion d'Honneur, et chargé par le gouvernement français d'un voyage scientifique dans l'intérieur de l'Afrique.

— Mme la duchesse d'Abrantès est morte ce matin.

— Les arts viennent de faire une perte douloureuse : M. Kirstein, père, l'auteur des cisures connues dans toute l'Europe, est mort, le 4 juin, à Strasbourg.

— A 11 heures du soir, hier, sur l'étroit et obscur petit pont de l'Hôtel-Dieu, à la suite d'une de ces querelles malheureusement si fréquentes entre ouvriers, le nommé Paul Lebacque, âgé de dix-neuf ans, s'est tout à coup précipité, armé d'un couteau, sur son adversaire, le jeune Bricone, et lui en a porté au visage quatre coups tellement violents que c'est dans un état presque désespéré que celui-ci a été porté à l'Hôtel-Dieu. Arrêté par des soldats du poste placé à dix pas de là, Lebacque a été envoyé chez le commissaire de police, M. Fleuriot, et ensuite au dépôt de la préfecture de police.

— Hier, de nombreuses voitures, chargées de 180 pièces de vin, se dirigeaient vers l'entrepôt, escortées par M. le commissaire de police du quartier du Jardin du Roi. Ce vin avait été saisi chez un marchand. On le suppose falsifié et d'une nature malfaisante, et il s'agit d'analyser par une épreuve chimique ses véritables qualités.

— Voici une anecdote assez piquante, comme en fournissent assez souvent les révolutions :

On raconte que les envoyés d'Haïti, par hasard ou de dessein prémédité, se sont logés dans le bel hôtel de M. le marquis de Gallifet, le plus grand des propriétaires expropriés de Saint-Domingue. M. de Gallifet étant à la campagne, les appartements de son hôtel, rue de Grenelle-Saint-Germain, étaient à louer; et à son retour, il a trouvé installés ceux qui, dans l'île haïtienne, occupent les belles habitations qui lui appartenaient.

— Une lettre d'Ajaccio, à la date du 26 mai, contient des détails sur l'assassinat de M. Pozzo di Borgo, payeur du département de la Corse et frère de l'ancien ambassadeur de Russie en France. M. Pozzo retournait à sa campagne, le 25 mai, à six heures du soir, et il n'était plus qu'à une petite demi-lieue d'Ajaccio, lorsque deux individus, qui attendaient sur le chemin, et dont les armes étaient cachées, arrêtant sa voiture, le prièrent d'en descendre pour lui communiquer quelque chose qu'ils avaient à lui dire. M. Pozzo di Borgo, sans défiance, n'hésita pas, et descendit; dès qu'il eut mis pied à terre, l'un des assassins lui tira un coup de fusil qui le manqua; un second coup, tiré presque au même instant, l'atteignit de deux balles. Il tomba alors mortellement blessé. Les deux meurtriers prirent aussitôt la fuite, en se dirigeant vers les montagnes.

Transporté immédiatement à Ajaccio par les soins d'un de ses amis

FEUILLETON DE LA PRESSE.

THÉÂTRE-FRANÇAIS. — Louise de Lignerolles.

Ceci est un feuilleton extraordinaire et hors tour, exigeant de notre part quelques lignes de préliminaire.

Nous avons toujours pensé qu'un des plus monstrueux abus qui se soient introduits dans le journalisme, c'est le compte-rendu des théâtres, tel qu'on l'entend depuis quelques années. Ainsi, parce qu'il plaît à monsieur un tel ou à madame une telle de faire jouer une pièce absurde à un théâtre, les journaux se croient obligés impérieusement de raconter dans leur feuilleton la sordide absurdité. Il résulte de cet abus deux énormes inconvénients que nous allons exposer par ordre.

Premièrement, il n'est plus possible aujourd'hui de parler littérature dans un feuilleton, car lorsqu'on a trois ou quatre pièces à raconter, leur analyse un peu élégamment dédoublée et brodée, jointe à la politesse de rigueur à l'actrice la plus jolie ou la plus aimée, il reste juste assez de place au bas de la neuvième colonne pour signer le nom de l'auteur. Du reste, pas un mot sur l'art, pas un mot sur la langue. L'espace manque absolument. Ajoutez que l'usage s'étant établi de parler de toutes les pièces, il y a la plupart du temps aussi loin de ces pièces à l'art et à la langue, que du Japon au tourne-broche de George Dandin. Cette méthode absurde dont nous parlons, expose donc les lecteurs d'un journal à lire par duplicata les rapsodies qui se jouent sur tous les théâtres, et les prive en même temps des études littéraires qu'il serait possible de leur donner sans cela.

Le second inconvénient, qui n'a pas moins de gravité, consiste en ce que la justice distributive de la critique est la plus partielle du monde. Qu'un homme de savoir ou de style fasse un livre, qu'un poète imprime de beaux vers, le feuilleton prendra ses loisirs pour vous en parler, s'il vous en parle; et le même homme qui fera attendre trois mois Victor Hugo ou Lantier, crèvera de crever trois chevaux de cabriolet, pour courir en un soir tous les grains du chapelet de théâtres qui va des Champs-Élysées à la colonne des héros de juillet.

Nous nous reprocherions toute notre vie d'accepter sans condition cette ridicule habitude, et nous ne consentons à nous y soumettre aujourd'hui, qu'après avoir régulièrement protesté, sans préjudice de toute résolution ultérieure. Par exemple, en ce qui touche le Théâtre-Français, nous nous soumettons bien volontiers à consacrer à son répertoire quatre ou cinq jours de notre mois, et à fermer ces jours-là les livres les plus aimés, mais à la condition que les pièces que nous aurons à raconter et à juger seront écrites en français, et mériteront quatre heures des réflexions d'un honnête homme. S'il plaisait à MM. les Sociétaires d'importer chez eux la littérature de Francini ou la morale domestique du Palais-Royal, nous déclarons que nous ne nous considérerions pas le moins du monde comme obligés d'être complices de pareils passe-temps. Nous nous bornerions, en pareil cas, à faire notre feuilleton périodique sur la pièce de Corneille, de Molière, de Racine ou de Voltaire qui aurait été jouée la veille, laissant à notre spirituel collaborateur et excellent ami Théophile Gautier le récit pantagruelique des combats à l'hache et des accords de syntaxe livrés et commis sur toutes les scènes plus ou moins françaises de la capitale.

Ceci dit, nous passons outre à Louise de Lignerolles, excusant le Théâtre-Français pour cette fois, mais le jurant de ne pas y revenir; désirant en outre ne pas compliquer de coups de pistolet et de duels à mort le feuilleton sur *Athalie*, qui va venir dimanche.

Louise de Lignerolles a pour auteurs MM. Legouvé et Goubaux; l'un fils de l'auteur du *Mérite des Femmes*, l'autre auteur lui-même de pièces comme *Trente ans* et *Richard d'Arlington*. Ces deux précédents donnent la clé du drame, et c'est pour cela que nous les avons mentionnés.

L'héroïne de la pièce, Louise, est une femme de ce sentimentalisme théâtral, qui exagère les sentiments simples et nobles. Elle a épousé sur le tombeau de sa mère un M. de Lignerolles, qui se prétend de la Martinique et qui se dit poète, nous ne savons sur quel fondement. Du reste, ce monsieur est parfaitement lâche, plat et bavard, et il se met à écrire des lettres dans toutes les circonstances difficiles où il se trouve. Louise est trompée par son mari, ce qui est un malheur, et trompée sans entraînement, sans passion, sans grandeur; ce qui est une absurdité en matière d'art. L'art, en effet, n'a que faire de ce qui est commun, vul-

gaire et naturel, quoi qu'en pensent beaucoup de gens. L'art n'est pas la nature, sans quoi il n'existerait pas pour son propre compte.

La femme qui a détourné M. de Lignerolles de ses devoirs, ou qu'il a détournée des siens, car dans la pièce les deux peuvent se dire, est une dame de Givry, nièce d'un prince quelconque, et que vous pouvez appeler comme il vous plaira. Avant d'épouser M. de Givry, neveu du prince, cette dame était chanteuse sur un théâtre, ce qui prouverait qu'il y a des vices d'état. Nous n'y croyons pas. M. de Lignerolles paraît avoir gagné son cœur en tournant la page à son piano, ou en chantant avec elle, circonstance qui donne une pauvre idée de la victime et du séducteur.

Louise découvre l'intrigue de son mari avec Mme de Givry, par un billet tombé entre les mains de sa petite fille, comme cela se pratique dans la *Mère et la fille* et dans *Thérèse*; et après être survenue inopinément au milieu d'une déclaration des deux amans, en compagnie de son père, à elle, espèce de Yagouab en cheveux blancs, qui a pour profession de garder la vertu des femmes, elle procure magnanimement une excuse suffisamment évasive à Mme de Givry, comme la Tisbé la procure à Catharina dans *Angelo*. Cependant Louise exige impérieusement d'être admise en tiers à un rendez-vous entre Mme de Givry et M. de Lignerolles. Ajoutons qu'il n'y a qu'un pensionnaire en vacances qui se laisse surprendre avec la femme de chambre de sa sœur, comme M. de Lignerolles avec Mme de Givry.

Le rendez-vous auquel assiste Louise a lieu sur le tombeau de sa mère. Nous prenons la liberté de ne pas rapporter les absurdités qui se disent sur ce tombeau : la scène fait grand éclat, comme on pense. Louise pardonne à Mme de Givry, et la renvoie (à son mari) et l'embrasse. Ici la pièce était donc finie; mais ses auteurs ont mieux aimé la continuer.

Au bout d'un an, M. de Lignerolles a oublié encore une fois Louise et les serpens qu'il a faits sur le tombeau de sa mère. Il a résolu Mme de Givry en chantant avec elle; mais M. de Givry, personnage jusqu'ici invisible, a découvert l'intrigue, et fait gravement son entrée en scène.

M. de Givry est militaire et colonel. Lui, qui avait retiré sa femme du théâtre, et qui devait l'aimer par conséquent, car il n'y a qu'un amour

qui se trouvait avec lui, et qui était resté dans la voiture, M. Pozzo di Borgo a succombé le 26 au matin à ses blessures. M. Pozzo di Borgo n'avait que quarante-cinq ans; c'est encore pour satisfaire ce qu'on nomme en Corse une *vendetta*, que ce crime a été commis.

Un horrible assassinat qui rappelle les crimes de Lacenaire et d'Avril, a jeté ce matin la consternation dans le quartier du Temple. A l'heure où nous écrivons ces lignes, plus de trois mille personnes se pressent encore autour de la maison où cet assassinat a été commis. Parmi les différentes versions qui circulent au milieu de la foule, voici celle qui, en attendant des renseignements plus positifs, nous a paru la plus digne de foi.

Ce matin, deux individus se présentèrent à la boutique d'une marchande du Temple, nommée Mme Renault, et lui demandèrent le prix de plusieurs matelas. Comme ceux qu'on leur montrait ne paraissaient pas leur convenir, cette femme leur offrit de les conduire dans ses magasins, situés rue du Temple, et qui en contenaient un assortiment plus complet. Elle partit donc suivie des deux acheteurs, et laissant à sa boutique sa fille âgée de 14 à 15 ans.

Un assez long espace de temps s'étant écoulé, et la mère ne revenant pas, la jeune fille conçut quelques inquiétudes et résolut d'aller la chercher. Au moment où elle montait les premières marches de l'escalier, elle rencontra les deux acheteurs qui descendaient chargés de paquets. Avez-vous fait affaire? leur demanda-t-elle. — Oui, répondirent-ils, et ils se sauvèrent.

Epouvantée sans trop savoir pourquoi, cette jeune personne s'élança sur l'escalier, et monta en courant à l'étage où était leur logement. La porte était entrouverte, et au milieu de la chambre gisait baignée dans son sang le cadavre de sa malheureuse mère...

Attirés par ses cris, les voisins accoururent. Un médecin fut aussitôt appelé; mais Mme Renault, à qui ses assassins avaient, dit-on, arraché les oreilles, pour lui enlever ses boucles d'or, expira, malgré tous les secours qui furent prodigués, avant d'avoir pu proférer une parole. L'argenterie et tous les objets de prix avaient disparu.

On disait qu'un des assassins avait été arrêté dans une rue voisine, c'est un bruit que nous rapportons sans pouvoir rien affirmer. Espérons que les recherches de la police ne tarderont pas à découvrir les auteurs de cet épouvantable attentat.

(le Droit).

Le révérend Richard Knill, l'un des agents les plus zélés de la société des missionnaires de Londres, a fait, dans une assemblée tenue à Leeds, la semaine dernière, le récit effrayant d'une abominable superstition qui a été récemment découverte dans une province de la présidence de Madras, dans l'Inde, où les fermiers et cultivateurs sont dans l'horrible habitude d'engraisser les enfants et les tuer ensuite; quand l'enfant est encore vivant, ils lui font des incisions dans le corps, en découpant des morceaux de chair qu'ils envoient dans les différentes parties de leurs champs et de leurs plantations, et laissent couler tout le sang du malheureux enfant sur terre, avant qu'il ne meure, étant persuadés que la terre arrosée du sang tout chaud d'un enfant devient infiniment plus fertile. Des soldats anglais envoyés dans un village par ordre des missionnaires, n'y trouverent pas moins de 25 enfants confiés à des prêtres, chargés de les engraisser pour en faire plus tard un sacrifice infâme. Ces innocentes créatures ont été arrachées des mains de ces monstres, et des missionnaires s'occupent actuellement de les élever dans la religion chrétienne.

On se rappelle qu'à l'époque où fut donné un banquet civique à la reine d'Angleterre (novembre dernier), un fou, nommé Charles Stuber, fut arrêté par ordre du ministre de l'intérieur, pour avoir antérieurement proféré des menaces contre la reine et son auguste mère, à la suite d'une lettre qu'il avait écrite à S. M., et dans laquelle il annonçait la résolution de mettre à exécution son funeste projet. Il fut d'abord conduit dans la maison de travail de Kensington, puis à Hoxton, dans la maison des aliénés, où il est resté jusqu'à ce jour.

Le 4 juin on a demandé aux magistrats de Kensington l'autorisation de transférer Stuber, de Hoxton à Hauswell où se trouve l'hospice central des aliénés. M. Newson, fonctionnaire public du district de Chelsea, a déclaré que Stuber manifestait toujours des sentiments de haine contre la reine et la duchesse de Kent et que sa folie n'avait pas diminué. Les magistrats ayant répondu qu'ils voulaient interroger Stuber avant de signer l'ordre que l'on sollicitait, ce dernier, que l'on avait amené dans une voiture avec deux gardiens, fut introduit dans la salle d'audience et subit l'interrogatoire suivant :

D. Quel est votre nom et d'où venez-vous? — R. (avec un accent allemand). Je me nomme Charles Stuber, et je viens d'un lieu appelé Hoxton, Hoxton-House ou quelque autre nom.

D. Qu'apportez-vous dans ce petit panier? — R. Très peu de chose : des bottes et des souliers qui m'appartiennent, et que, par conséquent, j'ai eu le droit d'emporter de Hoxton. Un complot terrible a été tramé contre moi il y a quelques années; on a cherché à me persuader que je ne savais même pas mon nom; mais il faut que tout cela soit prouvé devant un tribunal. On a agi envers moi, au mépris de tous les usages et de toutes les lois, et tout cela par suite des manœuvres de la duchesse de Kent.

D. Que voulez-vous dire? vous avez déjà comparu devant un tribunal et l'on vous a prouvé que vous étiez dans l'erreur. — R. Je n'ai jamais paru que devant le tribunal des faillites et cela par ordre de la reine. Lord Brougham a fait illégalement saisir mes biens. J'ai été mis huit fois en prison; mes biens ont été saisis deux fois, mais c'était sous le règne de Guillaume IV.

D. Dans ce cas, il est impossible que vous n'ayez pas subi un interrogatoire devant un magistrat. — Vous vous trompez. Et c'est à la du-

chesse de Kent que j'attribue toutes les persécutions dont j'ai été l'objet.

D. Quel rôle la duchesse de Kent peut-elle jouer dans cette affaire? — R. Elle a subi l'influence d'une dame d'honneur allemande, et pendant que la reine grandissait, elle en a pris d'autres à son service, notamment la fille de lord Holland. Cette dame allemande vint me voir il y a douze ans à Chelsea. Depuis lors elle s'est livrée aux machinations les plus perfides et les plus diaboliques contre les deux pays; elle a même prétendu prouver que je n'étais pas marié avec ma femme; malgré cela, je me suis conduit en homme d'honneur.

D. Nous allons vous envoyer dans une maison où vous serez bien traité. — R. Très bien, monsieur! Vous êtes trop fort pour que je puisse vous résister. Vous pouvez ordonner comme il vous plaira, mais je ne céderai qu'à la force. Je puis trouver des moyens d'existence dans mon travail; je sais faire du pain, des biscuits, etc.

D. Vous pourrez vous livrer à vos travaux. — R. Non! je ne travaillerai pas. Je ne suis point un sujet de la reine; je veux être citoyen des Etats-Unis où j'irai aussitôt que je pourrai. Excusez-moi, messieurs. Il n'existe aucune loi pour forcer un homme à entrer dans une maison de travail; mais il existe une loi qui défend d'entrer dans une maison de ce genre à ceux qui ont la capacité et la volonté de travailler.

Cet interrogatoire terminé, l'ordre de translation a été signé.

Il existe dans ce moment à Suresne, une petite fille qui, en naissant, pesait moins d'un kilogramme, avait à peine 20 centimètres de longueur, et offrait un tel état de maigreur et de débilité, que M. le docteur Sellier, ainsi que MM. les médecins, appelés à la visiter et à donner leur avis, déclarèrent à l'unanimité que la conservation de cette enfant serait un miracle.

Cependant le miracle a été opéré. Aujourd'hui, la petite fille est une charmante enfant de plus de treize mois, pleine de vie et de santé, et quoique mignonne encore, annonçant une excellente constitution. C'est aux soins éclairés et constants qui lui ont été administrés dans le précieux établissement connu sous le nom de *Villa des Enfants*, qu'est due la conservation de cette existence condamnée à s'éteindre en venant au monde.

Cette enfant appartient à une famille riche et distinguée, elle est fille unique de M. A. de R.

La *Gazette médicale*, dans son numéro du 19 mai dernier, publie une intéressante notice sur l'établissement de Suresne, par M. le docteur C. BROUSSAIS.

Chambre des Députés.

Séance du 7 juin. — PRÉSIDENCE DE M. DUPIN.

Suite de la discussion du projet de loi relatif aux crédits d'Afrique.

La séance est ouverte à une heure et demie.

Le procès-verbal est lu et adopté.

L'ordre du jour est la suite de la discussion du projet de loi relatif aux crédits d'Afrique. La parole est à M. Allard.

M. ALLARD présente de longues considérations sur la question d'Alger, et s'attache à en faire ressortir l'importance. Il considère sous trois points de vue principaux la conservation de l'Algérie.

L'orateur croit que la possession du nord de l'Afrique nous réserve de grands avantages pour le temps où éclatera la question d'Orient. Il fait observer que le bassin de la Méditerranée est le centre des grands débats européens, et qu'il est pour la France d'un haut intérêt politique de dominer le plus possible cette mer.

La conquête d'Alger, poursuit M. Allard, est non moins importante sous le rapport militaire. Nos possessions d'Afrique sont une école de guerre pour l'armée. Elle y contracte des mœurs militaires qu'il faut prendre soin d'entretenir, et que vingt années de paix n'ont pu favoriser. Dans mon opinion, les bivouacs valent mieux que les camps de manœuvres, et je renoncerais volontiers à Compiègne pour la Mitidja et Constantine.

Il me reste maintenant à considérer la question d'Afrique sous le rapport agricole et commercial. Il devient plus difficile de se former une opinion sur ce point, parce qu'une solution immédiate est impossible. Je crois cependant qu'on finira par triompher, à force de persévérance, des obstacles et des résistances que rencontre la colonisation. Je crois que le mouvement continu qui porte les hommes à se déplacer attirera en Afrique des populations civilisées. Faut-il coloniser par les Européens ou par les indigènes? Pour moi, je repousse tout système exclusif; je ne pense pas qu'il faille refouler les indigènes; et je me prononcerais pour un système tendant à favoriser tous les établissements.

L'orateur se déclare partisan d'une politique de pacification. Mais il veut que la France reste toujours armée dans un pays où la force est encore le premier élément de succès. M. Allard achève son discours au milieu du bruit des conversations.

M. DESJOBERT : Messieurs, la discussion d'hier a été instructive pour le pays. Après le discours si complet de M. Duvergier de Hauranne, M. l'intendant civil d'Alger est venu porter à la tribune le résultat de son expérience, et vous faire part des difficultés que nous rencontrons en Afrique. M. Leydet vous a ensuite entretenus des difficultés militaires que présente la conservation de nos possessions. M. le président du conseil s'est donc trouvé seul pour réfuter les autres orateurs et pour apporter quelque consolation à l'infortunée Afrique. (Hilarité générale.)

Je dois d'abord relever la principale assertion avancée par M. le président du conseil. M. le ministre a prétendu que l'effectif de 48,000 hommes qui nous est demandé pour l'Afrique ne serait jamais dépassé. Je ne comprends pas comment M. le ministre a pu dire une pareille chose. Son collègue M. Bernard, ne saurait être évidemment de son avis, lui qui écrivait au maréchal Valée : « Le moment des grands sacrifices et des grandes entreprises est arrivé. »

Permettez-moi, du reste, de vous faire la généalogie de cet effectif de 48,000 hommes. En 1850, le maréchal Clauzel et le maréchal Gérard pensaient que 10,000 hommes seraient suffisants. En 1854, 21,000 hommes paraissent nécessaires à votre commission et, en 1855 on en demandait 22,000. Au mois d'août 1856, MM. Thiers, Clauzel et Maison, voulant mettre à exécution leur système de domination absolue, demandèrent 35,000 hommes seulement. Au mois d'octobre suivant, M. de Rancé vint à Paris, et sur les observations qu'il était chargé de transmettre, l'effectif fut porté à 45,000 hommes. On prit à cette époque l'engagement de ne pas le dépasser. En 1857, le général Rogniat disait à la chambre des pairs qu'il faudrait, pour conserver nos possessions, 80,000 hommes. Enfin, en 1858, au moment où nous sommes arrivés, l'opinion de M. le général Bugeaud est qu'il ne faut pas moins de 90 à 100 mille hommes, pour achever la conquête.

M. BUGEAUD : Oui... la conquête absolue!

M. DESJOBERT : Il n'y a pas de raison pour qu'on s'arrête à 48 mille hommes, puisque dans l'opinion des partisans d'Alger, une armée deux fois plus considérable est nécessaire. (Nombreux murmures.)

L'orateur reproche à M. le président du conseil de s'être encore fait illusion sur les tributs que peuvent prélever nos troupes et sur la sécurité dont nous jouissons dans la province de Constantine. Il soutient que quatre expéditions, entreprises depuis que nous nous sommes emparés de Constantine, uniquement pour prélever des tributs, sont demeurées infructueuses.

M. MOLE, président du conseil : Les expéditions n'ont jamais eu pour objet de lever des tributs; ils se lèvent naturellement par suite de la soumission des populations.

M. DESJOBERT : Jamais on n'arrivera à prélever des tributs en Afrique, et quand on y parviendrait, on ne pourrait obtenir que des sommes insignifiantes. Les revenus du bey ne dépassaient pas 5 millions; on voit par là ce que nous pourrions espérer.

L'orateur présente le tableau des inconvénients et des dangers de notre situation en Afrique. Nous venons de remporter un avantage, dit-il; nous avons vaincu un puissant adversaire; eh bien! l'on commence maintenant à s'effacer, et l'on songe à rétablir cet adversaire. (Vives dénégations.)

M. Desjobert entre ici dans des détails qui excitent fréquemment les murmures de la chambre. Il soutient que nos troupes dépérissent en Afrique, et donne pour exemple un régiment de chasseurs, qui, sur 1,200 hommes, en a perdu 418 par suite de maladies. On ne peut rien, ajoute-t-il, contre un semblable ennemi; tous les efforts sont impuissants, tous les gouverneurs y ont échoué, et M. Bernard échouera lui-même, si jamais il demande à aller en Afrique. (Rires et murmures.)

M. Desjobert dit qu'on a envoyé à Alger une lieue et demie d'hôpitaux parce qu'il n'y a pas de bois en Afrique pour construire les hôpitaux. Je me trompe, ajoute-t-il, quand j'avance qu'il n'y a pas de bois à Alger; car l'on y donne la bastonnade. (Allons donc! allons donc!)

L'orateur s'efforce de démontrer que l'occupation d'Alger est ruineuse pour la France. Il prétend que dans la seule année 1857 nous avons dépensé en Afrique 49 millions, tandis que nous n'en aurons retiré que 2 millions, ce qui fait, dit-il, une perte sèche de 47 millions, somme équivalente au produit de l'impôt sur le sel. M. Desjobert conclut de ce rapprochement que la cause d'Alger, qu'on dit être si populaire, le deviendrait beaucoup moins si les producteurs de sel et les consommateurs faisaient la même observation que lui. (Marques générales d'impatience.)

En terminant, l'honorable membre lit à la chambre plusieurs passages d'une Revue placée, à ce qu'il assure, sous le patronage de 35 députés. Ces extraits considèrent la colonisation actuelle du territoire d'Alger comme une spéculation, et présentent les acquéreurs de terre comme des industriels qui les revendront après les avoir engraisées du sang de nos soldats... (Assez! assez!) — Violents murmures.)

L'orateur prévoit non-seulement qu'une colonisation sérieuse est impossible en Afrique, mais encore que la France supportera un jour les frais des tentatives qui auront été faites, et qu'à côté des colons de St-Domingue, des Antilles et des réfugiés de tous les pays, les colons d'Alger viendront réclamer des secours et des indemnités. (Nombreuses dénégations.)

M. DE VATRY prononce un discours dont toutes les paroles se perdent au milieu des conversations et du bruit de la chambre.

M. PISCATORY : Messieurs, j'ai été frappé du discours prononcé hier par M. le président du conseil. Je ne l'ai point trouvé conforme aux rapports qui doivent exister entre le ministère et les chambres. Il n'arrive que trop souvent que nous ayons à nous plaindre de la brièveté, de la généralité des raisons que les ministres apportent à la tribune dans les plus graves questions; ils dédaignent de venir traiter les questions importantes. Ainsi, hier M. le président du conseil nous a dit uniquement ceci : « Nous avons fait le traité de la Tafna, nous avons pris Constantine, tout va bien; le gouverneur est un homme habile; nous sommes arrivés à la seconde période. » Nous savions fort bien qu'on avait fait le traité de la Tafna et pris Constantine. Quant à la seconde période, nous pouvons y être sans nous trouver pour cela plus avancés... (Rumeurs en divers sens.)

Otez du discours de M. le président du conseil l'assurance que l'effectif de cinquante mille hommes ne sera jamais dépassé et il n'en reste rien. (Nouvelles rumeurs.)

Je crois que les explications de M. le ministre ne peuvent pas avoir satisfait la chambre. Si vous donnez l'argent du pays, sachez du moins quelle sera sa destination : sachez ce que l'on fait en Afrique et ce que l'on y fera désormais. J'appelle l'attention de la chambre sur ces considérations, parce qu'elles signalent un grave danger, la tendance du ministère à ne s'expliquer sur rien, à marcher sans but déterminé. Or, il importe avant tout que le ministère se mette à la tête de la majorité, et qu'il indique nettement ce que sera sa ligne de conduite dans toutes les affaires du pays.

M. Piscatory insiste sur ces observations, et fait remarquer que la discussion est de l'essence de notre gouvernement, et ne peut qu'éclairer le pouvoir. Il s'étonne que le ministère cherche à éviter la discussion en gardant le silence sur ses plans. (Dénégations.)

Après ce préambule, M. Piscatory déclare que ses opinions ont pu se modifier relativement à Alger, et que ceux qui conseillaient autrefois l'abandon, peuvent céder aujourd'hui aux tendances de l'opinion du pays, dont les vœux

effrénés et incurables qui puisse déterminer un honnête homme à donner son nom à une femme condamnée tous les soirs par les allumeurs de chandelles; et forcée de sourire avec grâce aux trente claqueurs de M. Porcher. M. de Givry parle de sa femme avec un calme parfait. Il ne se souvient même plus de l'avoir assez aimée, pour être au désespoir de ne pouvoir plus l'aimer désormais. Il professe sur le duel les opinions de M. Dupin et des avocats les plus célèbres du barreau de Paris, c'est-à-dire qu'il envoie des huissiers et des commissaires de police chez M. de Lignerolles, au lieu d'y envoyer des témoins.

Cette descente du commissaire de police, à la recherche de Mme de Givry cachée chez M. de Lignerolles par suite de l'étourderie de ladite dame, amène des scènes de ménage fort bruyantes et fort ignobles. Louise fait échapper encore Mme de Givry; mais la pauvre femme, Mme de Givry, en devient folle, nous ne savons pas pourquoi, car ses relations avec M. de Lignerolles étaient fondées sur des motifs si communs, si terre-à-terre, qu'une femme capable de se perdre si facilement ne pouvait pas être capable d'expier sa faute si cruellement. Enfin, M. de Givry se décide à abandonner les conclusions du réquisitoire de M. Dupin; il se bat à mort, sans témoins, dans le corridor, et M. de Lignerolles est tué, parce qu'il avait le mauvais pistolet, car il aurait certainement tué son adversaire, s'il avait eu le bon. La moralité de la pièce tient donc à une affaire de croix et pile.

Nous disions plus haut que M. Legouvé était fils de l'auteur du *Mérite des femmes*, et il est probable que nous lui devons tous les mérites de Louise ainsi que son mariage et son rendez-vous sur le tombeau de sa mère; quant à la poudre qui est brûlée dans le drame, M. Goubeaux est connu pour un grand artificier, et il la doit revendiquer tout entière. La pièce, qui a eu un grand succès, est remplie d'un intérêt commun et brutal, assez poignamment quelquefois; mais elle est encore bien loin sous ce rapport d'une course de taureaux. Nous ne saurions dire précisément dans quelle langue elle est écrite, vu que les personnages s'y croisent sans avoir le temps d'achever leurs phrases. M. de Lignerolles y fait, à lui seul, la correspondance de dix négociants; mais il est assez discret pour ne faire lire ses lettres à personne.

Mlle Mars a été assez bonne pour élever à la hauteur de ses manières

simples et nobles une pièce d'un ton assez compromettant, et elle s'est montrée fort touchante dans le rôle de Louise. Mlle Noblet, jeune et gracieuse personne, que le Théâtre-Français tire trop rarement de son écriin, a joué le rôle de Mme de Givry avec beaucoup de passion. Joanny et Geoffroy se sont fait souvent et justement applaudir. Firmin, chargé du rôle de M. de Lignerolles, s'est laissé emporter à des gesticulations excessives et qui font tort à son mérite. Les grimaces ne sont pas du mouvement.

A. GRANIER DE CASSAGNAC.

SCIENCE. — INDUSTRIE.

De la conservation des substances alimentaires.

Nous en sommes resté, dans notre précédent article, à l'examen des moyens de conservation du lait et du beurre. Nous examinerons dans celui-ci les divers procédés employés à cet effet, et nous terminerons par quelques considérations sur les moyens de préserver les farines et les vins de leurs principales altérations.

Par le simple repos, le lait se partage en deux parties, et la crème, rendue spécifiquement plus légère par une surabondance de beurre, monte à la partie supérieure. On ne saurait, par aucun moyen, empêcher cette séparation, et lorsqu'une fois elle est faite, il est impossible de rétablir le mélange parfait par l'agitation prolongée. M. Gay-Lussac a conservé du lait sans altération pendant plusieurs mois, en prenant la précaution de le faire chauffer tous les jours un peu. Il est essentiel que ce ne soit pas à un degré élevé, car à 65 degrés, le lait commence à s'altérer; il se forme une sorte de concrétion pelliculaire, insoluble, et plus on élève la température, plus la saveur change.

On a imaginé d'autres procédés pour conserver le lait. Celui de M. Braconnot consiste à le coaguler par l'acide hydrochlorique, à jeter le serum ou petit-lait, et à ajouter au caséum du bicarbonate de soude ou de potasse qui empêche la fermentation en saturant l'acide à mesure qu'il se forme. Lorsqu'on veut se servir de cette conserve, on y ajoute de l'eau; mais ce procédé a le grand inconvénient de changer la saveur du lait. Celui de MM. Gallat et Grimaud l'emporte de beaucoup sur

le précédent; il consiste à évaporer la partie aqueuse du lait réduit ainsi au quart, non point à une chaleur élevée, mais par un courant d'air qui ne doit pas dépasser 50 degrés. Ils obtiennent aussi ce qu'ils ont nommé la lactéine ou la lactoline qu'il suffit de mêler à 5/4 d'eau, pour avoir un excellent lait qui par le repos donne comme le lait frais une crème montant à la partie supérieure et par qui les acides donnent également du caséum et du petit-lait. Si ce liquide n'égale pas le lait nouvellement traité de la vache, du moins il n'en diffère pas extrêmement. Cette lactoline a l'avantage de se conserver plusieurs jours sans altération.

Depuis une époque très éloignée, on conserve du lait pour l'usage de la marine en l'enfermant dans des vases clos après l'avoir fait chauffer avec une certaine quantité de sucre; il se conserve ainsi pendant la durée d'un voyage aux Antilles. Chauffé au bain-marie en vases clos, suivant le procédé de M. Appert, le lait se conserve indéfiniment; enfin M. Prieur-Appert, l'élève et le successeur de ce dernier, livre au commerce du lait en tablettes qu'il suffit de faire dissoudre dans de l'eau bouillante pour reproduire un lait d'assez bon goût.

Le beurre extrait du lait par l'agitation se rancit à l'air, se décompose, fermente, absorbe l'oxygène de l'air qui s'unit à la butyrique pour former de l'acide butyrique, et perd toutes les qualités qui le font rechercher. On a cherché à le conserver par différents moyens : En le tenant dans un lieu frais, après l'avoir lavé à grande eau pour lui enlever le caséum qui y reste incorporé. Il est important, dans cette opération, que l'eau soit fraîche, bonne et non chargée de sels calcaires. On le conserve ainsi en été, douze à quinze jours, sans grande altération; cependant pour assurer encore mieux sa conservation, voici ce que l'on pratique :

On le fait fondre au bain-marie et non pas à feu nu, par là on en sépare le sérum et le caséum qui s'y trouvaient incorporés et qui le rendaient altérable. Ainsi fondu il se conserve bien, mais on ne peut dissimuler qu'il perd une partie de sa saveur. C'est dans le but de lui rendre cette saveur qu'on a imaginé de le pétrir au moment de s'en servir avec de la crème fraîche. Ce moyen est excellent et plusieurs marchands auxquels il a été indiqué s'en servent avec un grand succès.

On a tiré également un parti avantageux de la méthode suivante : aussi-

se manifestent pour la conservation de nos possessions. Si je fais cette concession, ajoute-t-il, je ne dois pas être accusé par M. Duvier de l'auronne de ne plus soutenir l'abandon, pas plus que je ne dois être félicité par les partisans d'Alger d'entrer dans le système de la conquête.

L'orateur exprime une opinion peu favorable à Alger. Il n'admet pas que la possession de quelques points sur la côte d'Afrique, puisse nous donner la moindre prépondérance relativement aux affaires d'Orient. Cette considération nous paraît plus ingénieuse que vraie. Selon lui, nous pouvons surveiller les événements d'Orient du port de Toulon tout aussi bien que d'Alger. Il pense également que la conservation d'Alger n'a pas une grande importance sous le rapport de notre puissance maritime; et soutient qu'Alger ne pourrait devenir un port passable, qu'à l'aide de travaux qui coûteraient plus de vingt millions.

Recherchant les motifs qui ont rendu la conquête d'Alger populaire et qui lui assurent encore l'assentiment du pays, M. Piscatory croit que l'objet primitif de l'expédition d'Afrique, est pour beaucoup dans ce résultat. L'expédition d'Afrique, dit-il, fut la réparation d'un scandale inouï. Il était honteux que des peuples civilisés payassent un tribut à des pirates. Sous ce rapport, la prise d'Alger est un fait immense, et qu'il n'appartenait qu'à la France d'accomplir. (Très bien! très bien!)

Je crois que nous avons rempli une autre mission, que j'appellerai providentielle. En nous portant sur l'Afrique nous avons obéi à un instinct irrésistible. Il faut que la civilisation marche, parce que Dieu le veut. Qu'on se rende compte des croisades, qu'on se rende compte des guerres d'Italie, où les nations de l'Europe se donnaient rendez-vous au quatorzième siècle; qu'on s'explique les guerres d'Amérique. Je crois qu'il y a quelque chose de semblable dans la conquête d'Alger. Il faut que quelquefois nos hommes et nos trésors aillent se perdre, ou bien la machine éclaterait. (Sensations diverses.)

C'est ainsi que je m'explique la popularité de la conservation d'Alger. On est peut-être forcé de reconnaître qu'il est impossible de ne pas accepter cet héritage. Mais voyons du moins dans quel état il se trouve et ce qu'il importe de faire pour l'avenir.

L'orateur examine l'état des diverses parties de nos possessions d'Afrique. Tout en rendant justice à la conduite du général Bugeaud, et en appréciant les difficultés de la négociation de la Tafna, il blâme cette négociation. Il trouve surtout au traité de la Tafna un grand tort, celui d'avoir été conclu entre la France et Abd-el-Kader d'égal à égal. Il lui reproche d'avoir séparé Oran d'Alger, et d'abandonner à l'ennemi un espace dans lequel celui-ci peut agir librement.

M. Piscatory pense également que la prise de Constantine aura des conséquences fâcheuses, surtout en ce qu'elle nous entraînera dans le système déplorable des petites expéditions. Enfin, l'honorable député croit qu'il y a eu beaucoup d'illusions dans l'occupation de la plaine de la Mitidja si vantée par le ministère. Selon lui, cette plaine, dominée par des montagnes et livrée à des colons, sans volonté et sans résolution, n'offre que de médiocres avantages.

L'orateur passe de la critique des faits accomplis à l'appréciation des systèmes de colonisation qui se trouvent en présence. M. Bresson, poursuit-il, se prononce pour que l'on appelle en Afrique des colons civils; M. Bugeaud veut des colons militaires. J'attends peu de chose des colons civils. Des établissements de cette nature se fondent dans l'Inde, dans l'Amérique, dans des régions couvertes de bois et traversées par de grands fleuves; mais ils ne réussiraient pas sur une côte aride et découverte. Aussi, je dirai à ces Franc-Comtois et à ces Alsaciens, que l'on veut attirer en Afrique: «Allez en Amérique, là il y a quelque chose; mais à Alger, il n'y a rien à gagner.» (Rumeurs et interruptions.)

Je ne crois pas davantage aux succès des colons militaires. M. le général Bugeaud, qui a mis ce système en avant, reconnaît lui-même qu'en parviendrait difficilement à retenir nos soldats en Afrique pour y cultiver le sol. Bien loin d'y placer des producteurs, on ne ferait qu'y disséminer des consommateurs qui recevraient pendant long-temps les vivres que les garnisons traient leur porter à travers les dangers.

Arrive au point le plus délicat. Comme je le disais en commençant, les opinions doivent se modifier en raison des événements. J'aurais pu autrefois conseiller l'abandon. Je ne le puis plus aujourd'hui. J'aurais pu dire encore qu'il faudrait se borner à l'occupation des trois points les plus importants de la côte; j'aurais eu cent fois raison. Mais il ne faut pas donner des conseils dont on ne veut pas, il faut donner des conseils qui puissent être acceptés.

L'orateur expose son plan d'occupation. Il croit que la colonisation et la culture doivent être abandonnées aux indigènes, influencés par l'esprit français. Il pense que le contact de la civilisation finira par adoucir les mœurs des Arabes et par rendre sédentaires ces populations nomades. Selon lui, l'intérêt de la France est d'établir des rapports commerciaux avec les indigènes. Il croit que pour faciliter ces rapports, il est indispensable de fonder de grandes lignes militaires dont Alger, la Médéah et Constantine seraient les principaux points. Quant à la province d'Oran, M. Piscatory pense qu'elle ne peut servir aux établissements militaires dont il vient de parler; mais il est d'avis que l'on peut exercer dans cette province une utile influence sur des tribus que l'on opposerait plus tard à Abd-el-Kader.

M. SAPEY dépose le rapport de la commission des finances sur le budget des recettes de l'exercice 1859.

M. LAURENCE: Messieurs, de toutes les questions dont la chambre a à s'occuper, celle-ci est la plus grave, non-seulement à cause de l'intérêt qui s'attache à nos possessions d'Afrique, mais encore par la nature de la proposition qui vous est soumise. Cette proposition tend à engager l'avenir. On ne vous demande pas seulement de subvenir aux besoins actuels de l'occupation. On vous demande les moyens de fonder des établissements durables. Quant au point de savoir si nous resterons ou non en Afrique, cela ne peut plus faire question, et je n'ai pas besoin de répondre aux orateurs qui s'en sont occupés. (Très bien! très bien!)

On a reproché au gouvernement de n'avoir rien fait, rien exécuté, rien organisé. On lui a même fait le reproche de manquer de franchise. L'exposé des motifs du projet de loi répond à ce dernier grief. Tous les renseignements de nature à éclairer la commission ont passé sous ses yeux.

Le gouvernement ne pouvait, en effet, avoir de motifs pour éviter la discussion. Quand on vient l'accuser de faiblesse, d'hésitation, de tâtonnement,

d'imprévoyance; quand on dit qu'il ne sait où il allait, ni où il va; en un mot, qu'il n'a pas de système; que répondre? sinon qu'il est impossible en pareille matière de formuler un système. On ne peut pas tracer un cadre inflexible dans lequel les événements devront se renfermer; ce serait une chimère. Mettre à profit, lorsque l'occasion s'en présente, tout ce qui est utile et bon, voilà ce qu'a fait jusqu'à ce jour le gouvernement, et ce qu'on doit encore lui demander. (Marques nombreuses d'approbation.)

L'orateur s'attache à établir que notre position à l'est, à l'ouest et au centre de la régence est avantageuse et pleine de sécurité, et fait observer que la prise de Constantine a complètement réhabilité la France dans l'esprit des indigènes qu'un échec impressionne vivement. Il ajoute que sur un autre point du territoire, nous avons obtenu une paix honorable signée aux meilleures conditions. Ces résultats, dit-il, sont d'autant plus beaux, qu'ils ont été obtenus alors que nous étions bloqués dans une garnison et que nous avions opéré l'année d'après un retrait.

M. Laurence défend séparément chacun des actes qui ont été incriminés. On a fait beaucoup de reproches, poursuit-il, au traité de la Tafna. On lui a reproché d'avoir créé dans l'ouest de l'Afrique, une grande puissance arabe. Messieurs, on ne crée pas une puissance, on la constate, on la reconnaît; on cherche à l'atténuer; mais ne croyez pas qu'on la fasse naître.

On a cherché à soutenir que le traité de la Tafna nous renfermait dans des limites qui ne nous donnent point de garanties, et on ne propose rien moins que de changer ces limites, sans considérer qu'une pareille proposition tend à la rupture d'un traité.

On s'est plaint que le traité ne sanctionnât pas la souveraineté de la France; non-seulement elle est reconnue nominalement, mais toutes les obligations souscrites par Abd-el-Kader en sont une reconnaissance explicite. On nous dit d'un côté que nous avons des velléités de souveraineté qui perdront notre cause; d'un autre côté, on nous reproche d'abandonner lâchement notre souveraineté. Il n'y a rien de fondé dans ces griefs; la vérité est que la souveraineté la France est reconnue, et ce qui vaut mieux, son influence consolidée dans l'ouest. Aucun établissement n'est insulté. Les voyageurs circulent librement. Nous jouissons de la même sécurité dans la province d'Alger où les colons se livrent paisiblement au travail sans qu'un seul coup de fusil soit tiré. Rien ne fait penser que le traité de la Tafna ne produise pas des effets durables.

M. le commissaire du roi parle ensuite de l'expédition de Constantine. Il était impossible, continue-t-il, de ne pas aller à Constantine; il fallait réparer l'honneur de nos armes et effacer l'échec que nous avions essuyé. Si l'on avait fait au gouvernement des propositions honorables, il les aurait acceptées; il n'en a pas été ainsi, il n'a point dû, dès lors, hésiter un seul instant. C'est sous ce point de vue qu'il faut considérer la prise de Constantine; c'était un fait nécessaire, mais dont l'accomplissement n'engage en rien dans le système de la conquête.

L'orateur soutient que l'événement de Constantine a dépassé nos espérances. Il dit que les populations arabes sont venues se soumettre d'elles-mêmes à la domination française, et que nous avons exploré sans difficultés le chemin de Constantine à la mer, et plusieurs points importants sur sa côte. M. Laurence entre dans des détails étendus sur cet objet, et communique à la chambre plusieurs documents officiels relatifs à la perception de l'impôt qui a déjà été payé par les tribus de la province de Constantine. Il s'élève ensuite avec force contre l'idée d'abandonner Constantine.

Quant à des combinaisons, poursuit M. Laurence, qui consistaient à assurer notre influence sur les autres points de la province de Constantine et qui ont été indiquées avec un zèle indiscrét, je n'ai point à m'en occuper. M. le président du conseil s'est tenu à cet égard, dans une réserve que la chambre appréciera. (Très bien! très bien!)

Messieurs, on vous a présenté de sinistres pronostics. On vous a dit que la paix ne pouvait se maintenir dans l'ouest, qu'à la condition que Constantine serait sacrifiée. Un pareil langage qui se réfute par les faits, conduirait à la violation d'un traité. Ce n'est rien moins qu'un appel à la mauvaise foi, à la déloyauté. (Mouvement.)

Quant à moi, j'ai pleine confiance dans les mesures du gouvernement. Je m'y suis associé tout entier. Si je n'espérais pas leur entière réussite, je renoncerais à ma tâche plutôt que de conseiller la violation d'un traité. (Très bien! très bien! — Agitation.)

M. BRESSON: Je remercie l'honorable membre du conseil qu'il me donne; je lui dirai que j'ai parlé comme député; j'ai dit sincèrement ce que je crois qu'on doit faire; je n'ai pas combattu les espérances du gouvernement; j'ai seulement cherché à prémunir la chambre contre l'exagération.

M. LAURENCE continue son discours et justifie l'effectif demandé par le gouvernement. La commission, dit-il, s'est rendue à la gravité des raisons qui lui ont été présentées. L'expérience des dernières années lui a appris qu'il fallait seconder le gouvernement, et voter ce qui est nécessaire à l'occupation. Il ne faut pas craindre, je le répète, que la prise de Constantine soit le commencement d'une nouvelle ère d'expéditions. Le temps des expéditions est fini, et l'effectif que vous allez maintenir en Afrique ne devra recevoir désormais aucune augmentation. Ce sera un spectacle magnifique que celui d'un peuple renonçant aux conquêtes par les armes pour ne combattre désormais que les préjugés de mœurs et de religion. (Très bien! très bien!)

La parole est à M. le général Bugeaud.

M. BUGEAUD: Plusieurs orateurs ont parlé de la part que j'ai prise aux affaires d'Afrique, il ne l'ont critiquée que sur des points de détail, et m'ont, du reste, traité d'une manière honorable. Je désire présenter quelques considérations sur ce point. Comme elles auront quelque étendue, je demande que la chambre veuille bien m'entendre demain. (Oui! oui. A demain!)

La séance est levée à cinq heures et demie et renvoyée à demain.

ORDRE DU JOUR DU VENDREDI 8 JUIN 1858. — A midi, séance publique. — Rapport de la commission des pétitions jusqu'à une heure. — Suite de la discussion du projet de loi sur les crédits d'Afrique. — Discussion du projet de loi relatif à un échange de propriété entre l'état et S. A. R. Mme la princesse Adélaïde. — Discussion du projet de loi portant demande de crédits à ouvrir au ministre des finances pour 1858. — Discussion du projet de loi relatif au sucre indigène. — Discussion du projet de loi relatif aux réfugiés. — Discussion du projet de loi relatif aux aliénés.

tôt que le beurre est fondu on le frappe de congélation, le caséum se sépare et le beurre se conserve frais pendant plusieurs mois.

Lorsqu'on veut conserver ce produit pendant un temps beaucoup plus long, on le sale; c'est cette opération qu'on lui fait subir dans une partie de la Normandie et de la Bretagne, et il faut avouer que le beurre conserve par ce moyen un goût fort agréable et une saveur très fine. Ce résultat s'explique par l'action du sel sur le caséum dont il retarde la putréfaction, comme il le fait du reste à l'égard de toute substance animale.

Voici encore quelques autres détails de pratique pour la conservation du beurre et dont on pourra profiter. Il importe d'abord de le pétrir sur une table de marbre pour que le bois ne lui communique pas un principe putrescible et qui aiderait à son altération, et lorsqu'il s'agit de le transporter, il faut qu'il soit placé dans des vases non poreux, de porcelaine, par exemple; dans ce cas, il se conserve deux fois mieux. En troisième lieu, il faut recouvrir le vase d'une substance qui préserve exactement le beurre du contact de l'air; on peut se servir à cet effet de feuilles de parchemin ou d'étain en pressant fortement pour ne laisser aucun intervalle. Enfin, quand le beurre est entamé, il faut renverser le vase et plonger dans l'eau la partie découverte. En agissant ainsi, le beurre au quatrième jour est aussi frais que le premier.

— Nous ne dirons rien de la conservation des grains que l'auteur de l'ouvrage que nous analysons traite avec détail. Nous nous bornerons à dire quelques mots de la conservation de la farine et de la pomme de terre.

Ce sujet est d'une importance telle que nous croyons devoir y insister spécialement.

Quant à la conservation des farines, voici les règles qu'il faut suivre: la première condition est de choisir une bonne farine, c'est-à-dire qui soit blanche, douce au toucher et laissant adhérer à la main, après avoir été pressée, une fleur très blanche et très fine.

La farine exposée à l'humidité, se pelotonne, contracte une couleur piquetée, une odeur aigrelette et une saveur acide et comme savonneuse. Les insectes tels que les blattes, les charançons, altèrent la farine en détruisant le gluten, et en infectant de leurs cadavres.

Pour les préserver, les farines doivent être emmagasinées dans des sacs debout et de manière à laisser circuler l'air, ou mieux encore, dans

des paniers d'une nature particulière; lorsqu'on craint qu'elles ne s'échauffent, il est facile de les passer d'un panier dans un autre, et si elles sont dans des sacs, on y fait une sorte d'entonnoir, de soupail pour y faire circuler l'air, et si cela est nécessaire, on les étend sur le plancher et on les remue à la pelle.

On a aussi conseillé d'enduire des tonneaux de bitume pour y conserver la farine entassée. A bord des navires, on l'enferme dans des barils hermétiquement clos, et d'après les nouveaux règlements, dans des caisses en tôle que l'on place à l'abri de l'humidité.

La conservation de la pomme de terre est au moins d'une importance égale à celle de la farine.

Pour conserver avec avantage ces tubercules, il faut d'abord avoir soin de les prendre dans de bonnes conditions; il ne faut pas qu'ils soient très jeunes, car on les a vus, dans ce cas, produire quelquefois des empoisonnements. Il n'est pas moins nécessaire qu'ils n'aient pas germé, car un principe veneneux s'y développe aussi et pourrait produire de graves accidents.

Il est assez facile de conserver la pomme de terre. On se borne ordinairement à la placer pendant l'hiver dans une cave, et ce légume s'y maintient en assez bon état, pourvu que l'humidité de ce lieu ne soit pas excessive. Toutefois il convient mieux, surtout lorsqu'on opère sur de grandes masses, de les conserver sur champ. Pour cela, on les entasse aussitôt arrachées (sans faire d'excavation en terre) après en avoir détaché la tige et on recouvre ces monceaux de débris de tiges et de paille, puis on met de la terre sur le tout, et au printemps on a des pommes de terre aussi fraîches que si on venait de les arracher du sol. Si on faisait un trou en terre elles y germèrent ainsi que cela est arrivé dans le commencement des tentatives de ce genre.

Enfin, s'il s'agissait de les conserver sans qu'on veuille avoir recours à ce moyen, on a expérimenté qu'il suffisait de les plonger pendant une ou deux minutes dans l'eau bouillante, et de les faire rissoler ensuite dans un air sec pour prolonger leur conservation depuis la dernière récolte jusqu'à la nouvelle récolte.

— Nous terminerons cet exposé par quelques considérations sur les moyens de conserver les vins.

Discussion du projet de loi relatif au chemin de fer de Bordeaux à Langon. — Discussion du projet de loi relatif au chemin de fer de Sedan à Mézières. — Discussion du projet de loi relatif au chemin de fer de Lille à Dunkerque. Discussion du projet de loi relatif au chemin de fer des mines de Fins et des mines de Montet-aux-Moines à la rivière d'Allier. — Discussion du projet de loi relatif au chemin de fer de Montpellier à Nîmes. — Discussion du projet de loi relatif aux circonscriptions électorales de treize départements.

ASPHALTE-MARBRE. (BREVET D'INVENTION. — BREVET DE PERFECTIONNEMENT.)

Acte passé devant M^r BARBIÉ-SAINT-MARIE, notaire à Paris, rue de la Michodière, 18; et M^r HALPHEN, notaire à Paris, rue Vivienne, 10. Banquiers de la Société: A Paris, M. SPRÉAFICO, boulevard Bonne-Nouvelle, 31; à Versailles, M. CHAZELLE, rue Hoche, 14.

MM. les architectes et entrepreneurs ainsi que tous les actionnaires des asphaltes mis en société jusqu'à ce jour, sont invités à voir chez les banquiers, et chez les notaires ci-dessus indiqués, les nombreux échantillons de l'ASPHALTE-MARBRE qui y ont été déposés. Cette invitation est faite même aux personnes qui n'auraient pas l'intention de soumissionner des actions, et qui n'auraient en vue que de satisfaire un but de curiosité. Le gérant de la société de l'ASPHALTE-MARBRE est convaincu que de cette seule exhibition résulteront immédiatement, pour la société, des travaux considérables.

L'ASPHALTE-MARBRE présente l'aspect et le poli parfait du marbre; il se prête sans frais, pour ainsi dire, à des incrustations qui en font une matière susceptible des emplois les plus riches et les plus élégants. On peut résumer tout le prospectus de cet Asphalte en disant que tous ceux employés jusqu'ici sont des asphaltes du dehors, tandis que celui-ci est l'asphalte de intérieurs, des salons, et on peut presque ajouter des palais. — Ses emplois sont le dallage des vestibules, des antichambres, des salles à manger, des salles de bain, le dallage et le recouvrement de toutes les pièces d'appartements et d'intérieurs, et notamment des rez-de-chaussée de toutes les maisons de campagne, qu'il préservera entièrement de leur humidité habituelle, en les fournissant de riches décorations à très peu de frais.

Toutes les devantures de boutiques peuvent être composées de cet asphalte, et cela moyennant une modique dépense. Ce seul débouché peut procurer à Paris seulement plusieurs millions d'affaires par année. Il n'en coûtera presque pas plus pour avoir une devanture de boutique de ce genre que pour une couche de peinture marbrée. Il coûterait plus d'un million pour payer en marbre la cour du Louvre; un admirable dallage, au moyen de l'asphalte-marbre, ne coûterait pas plus de 60,000 fr.

La solidité et toutes les autres qualités de l'asphalte-marbre sont du reste au moins égales à celles des autres matières bitumineuses employées jusqu'ici; on en fera tous les essais qui seront demandés; de pareils essais ont déjà été faits devant les hommes les plus experts en matière de construction et de décoration, ainsi que cela est constaté notamment par la lettre ci-jointe:

Paris, 5 juin 1858.

A MM. les propriétaires du brevet d'invention et du brevet de perfectionnement pour l'exploitation de l'ASPHALTE-MARBRE.

Messieurs,

« J'apprends que vous avez résolu de mettre en société votre brevet d'invention et votre brevet de perfectionnement pour la fabrication de l'asphalte-marbre, composition qui offre la solidité du marbre et qui en présente exactement l'aspect.

« Convaincu de tous les avantages qui doivent résulter de l'exploitation en grand de cette précieuse invention, je n'hésite point à y prendre un intérêt important et à vous proposer pour gérant, mon fils, M. Léon Richard, ingénieur civil, que ses travaux antérieurs rendent propre à en exercer les fonctions.

« Dans la supposition où il serait agréé par vous, je promets à la société dès aujourd'hui, mes soins et mon concours gratuits.

« Agréez, etc.

RICHARD,

« Ingénieur-géomètre en chef du cadastre de Seine-et-Oise, ancien ingénieur des domaines de la couronne. »

D'autres ingénieurs et architectes ont donné leur adhésion complète en des termes non moins favorables à cette curieuse invention.

Du reste, la matière bitumineuse qui fait la base de l'asphalte-marbre, d'une solidité éprouvée et d'une admirable résistance, tant au froid et à l'humidité qu'à la chaleur, peut être très avantageusement employée pour le dallage des trottoirs, celliers, caves, cuisines, terrasses, magasins, cours, écuries, bassins, conduits d'eau, fontaines, canaux, etc., etc. Pour ces emplois, le nouvel asphalte arrive, il est vrai, en concurrence avec les premiers asphaltes établis; mais qu'importe cette concurrence, puisque l'avant-dernière compagnie d'asphalte, fondée il y a moins de deux mois, a, dit-on, déjà plus d'un million

Le premier moyen de prévenir les altérations de ces liquides, c'est de les coller. Il faut employer dans cette opération l'albumine, ou blanc d'œuf, de préférence à la colle de poisson; car cette dernière substance qui n'est autre chose que de la gélatine, se dissolvant dans l'alcool faible, ne pourrait pas entraîner complètement les matières en suspension dans le vin.

Il est important de ne placer dans la cave où sont les vins aucune matière organique, pas de légumes, pas de bois même.

Il faut avoir soin de remplir mensuellement les tonneaux; car il se fait une telle évaporation, que le vin se trouverait bientôt en contact avec une suffisante quantité d'air pour s'agrir. Cette opération doit être faite, autant que possible, avec un vin de même nature que celui qui est dans le tonneau; cependant quand il s'agit de vins rares et dont on n'a pas de semblable à sa disposition, on verse une certaine quantité d'huile qui, empêchant le contact de l'air, arrête toute fermentation.

Les autres altérations des vins, telles que la fermentation acide, la graisse, peuvent plutôt être prévenues par les procédés de fabrication, qu'être arrêtées lorsqu'une fois elles sont développées; disons toutefois qu'on a conseillé, lorsque l'agreur n'est pas très prononcée, de saturer l'acide par de la craie. Ce moyen, qui donne un goût désagréable au vin, doit être cependant employé pour ne pas laisser le vin passer à l'état de vinaigre, ce qui lui ferait perdre toute sa valeur.

Lorsque les vins ont la tendance à graisser, ce qui est dû à une quantité de matière végétale animale qu'ils retiennent, il faut introduire dans les tonneaux, un mois ou six semaines avant de mettre le vin en bouteilles, trois onces et demie d'acide tannique par 100 bouteilles. Il se produit avec cette matière muqueuse un tannate insoluble que l'on séparera par décantation.

Nous nous bornerons à ces considérations sur les moyens de conserver les matières alimentaires. Nous avons insisté sur les substances les plus usuelles, en laissant de côté dans l'ouvrage de M. Broussais, une foule de détails qui font de sa thèse un ouvrage fort complet, mais qui, pour nos lecteurs, auraient présenté un moindre intérêt.

JULES PELLETAN.

peuple. — Mmes Dorus-Gras, Fiecheux, Wideman, Laurent, Lorette, Bouvenot.

LE DIAZOLÉ DOUTAUX (hallet.)

MM. Mazillier, Barez, Goerra, Elie.

Mmes F. Elsieur T. Fissler, Maria Al bertine

FRANÇOIS. — LOTISSE DE LIGNEBOULES,
dr, 5 actes en prose.

MM. Firmid, Joanny, Auguste, Geffroy, M-
recour, Monrose, Malibeu, Alexandre Ar-
sène. — Mmes Mars, Nohet, Hervey, Clara.

ODÉON. — ATHALIE. — OUVREURE DE
BOULEVARD.

MM. Ligier, Beauvallet, St-Aulaire, Colson,
Marlus, Leroy. — Mmes Paradol, Bro-
card, Anais, Larclet, Theuard, Clara.

OP-COMIQUE. — DIXIÈME SOIN, 3 actes.

MM. Morcau Sallier, Couderc, Grignon,
Roy, Tessier, Léon, Pallanti, Alexis,
Borel, Deleuze.

Mmes Damoreau-Cinti, Boulanger, Ber-
thaut, Augusta, Lestage.

L'un des gérans : E. BOUTMY.

PARIS. — Imprimerie de RICHTE et FLOU